

Unité Départementale d'Ille-et-Vilaine  
10, rue Maurice Fabre  
L'Armorique  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, 16 juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **JEANTIL**

Rue de la Tertrais  
ZAC de La Hautière  
35590 L'HERMITAGE

Références : UD/2024-427  
Code AIOT : 0005501426

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement JEANTIL implanté rue de la Tertrais - ZAC de la Hautière - 35590 L'HERMITAGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JEANTIL
- RUE DE LA TERTRAIS ZAC DE LA HAUTIERE 35590 L'HERMITAGE
- Code AIOT : 0005501426
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JEANTIL est spécialisée dans la fabrication de matériel agricole pour l'élevage, l'épandage et le transport.

**Thèmes de l'inspection :**

- Suites de la précédente inspection

**Référentiel réglementaire**

- Code de l'environnement
- Arrêté ministériel du 13/12/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (NOR : TREP1935133A)
- Arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (NOR : TREP1835514A)
- Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (NOR: DEVP0773558A)
- Arrêté préfectoral n°26933 du 23/12/1996

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	9 mois
2	Comportement au feu	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Rejets atmo / peinture (fréquence et PGS)	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
5	Rejets atmo / peinture (VLE)	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article I	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
6	Installation de traitements de surfaces_Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44	/	Demande d'action corrective	3 mois
7	Nomenclature_Rubrique 1978	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Déclaration annuelle des émissions via GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Hauteur des conduits d'extraction	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 39	Susceptible de suites	Sans objet
8	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 23/12/1996, article 71.4	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe d'inspection a constaté que certains points de non-conformités identifiés lors de la précédente visite avait été soldés par l'exploitant. L'exploitant a ainsi mis en conformité la hauteur de ses cheminées et, le jour de la visite, les fûts stockés dans le local peinture étaient mis à la terre. L'équipe d'inspection note cependant que certaines obligations réglementaires ne sont pas respectées notamment la production de l'attestation de la stabilité au feu R30 des bâtiments de l'extension, la fréquence de contrôle annuel des émissions, la déclaration des émissions polluantes via la plateforme GERP ou la déclaration des évolutions des activités du site au Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il n'était toujours pas en capacité de présenter un document unique synthétisant l'état des stocks des produits dangereux présents dans les installations. Il indique que l'actuel ERP n'a pas été développé pour éditer ce type de document. Pour avoir ces données à disposition, l'exploitant doit extraire l'information de l'ERP produit par produit.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs que l'ERP actuel ne sera pas maintenu au-delà de fin 2025 et qu'il prévoit donc d'en changer au premier trimestre 2025.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Afin de se mettre en conformité avec les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 et dans le cadre du changement prochain d'ERP, l'exploitant devra mettre en place sur son nouvel ERP une fonctionnalité lui permettant d'éditer l'état des stocks à jour des produits dangereux présents sur site. <b>S'il devait être constaté à l'échéance fixée que cette prescription n'était pas respectée, l'Inspection proposera au Préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter ses obligations.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

## N° 2 : Comportement au feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la structure est de résistance au feu R 30 ;</li><li>• les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0</li></ul> <p>Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• murs et parois séparatifs REI 120 ;</li><li>• planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ;</li><li>• portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.</li></ul> <p>En l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, l'exploitant peut déroger aux dispositions relatives à ces locaux à risque aux deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme sonore et visuel sur site permettant l'intervention dans les meilleurs délais du personnel formé aux moyens de lutte contre l'incendie définis à l'article 14 ci-après.</li><li>• la structure est de résistance au feu R 30 et les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.</li></ul> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions propres aux locaux à risque.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courriel en date du 8 mars 2023, l'exploitant a indiqué avoir établi un devis auprès du CTICM afin d'attester que les bâtiments de l'extension sont R30. Depuis, l'Inspection n'a pas été destinataire d'un courrier transmettant les documents attestant de la stabilité au feu des bâtiments de l'extension. Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué que les démarches n'avaient pas été finalisées et qu'il devait le faire.</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre rapidement les documents attestant de la conformité aux dispositions constructives prévues par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 des bâtiments de l'extension réalisée en 2019 et 2020. <b>S'il devait être constaté à l'échéance fixée que cette prescription n'était pas respectée, l'Inspection proposera au Préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter ses obligations.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Hauteur des conduits d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Hauteur des cheminées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Indépendamment des valeurs limites d'émission et des débits d'odeur définis ci-après, le débouché des conduits d'extraction dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un plan appelé "Ligne de peinture - Hauteur de cheminée" indice E daté du 6 mars 2024 permettant d'attester que les hauteurs de cheminée des installations répondent aux exigences de la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Rejets atmo / peinture (fréquence et PGS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmo / peinture (prog de surveillance et PGS)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. L'exploitant calcule sa consommation annuelle des solvants pour chaque activité, selon la définition de l'article 3, sur l'ensemble du périmètre pertinent, incluant le cas échéant plusieurs activités entraînant le classement au titre de la rubrique 1978. Les documents justifiant de la consommation annuelle de solvants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.</p> <p>Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ;</li><li>• au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an.</li></ul> <p>Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures.</p> <p>Dans le cas où le flux horaire total (canalisé et diffus) de COV auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de COV halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351 dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés) sur l'ensemble de l'installation, des mesures périodiques de chacun des COV présents seront effectuées afin d'établir une corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV et les composés effectivement présents.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courriel en date du 17 juin 2024, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de contrôle en 2023. Il a expliqué à l'équipe d'inspection ne pas l'avoir fait en raison de la situation économique délicate de l'entreprise (explosion des coûts de l'énergie et des matières premières, impossibilité de répercuter ces hausses sur les commandes passées, difficulté à trouver de la main d'oeuvre pour honorer le carnet de commandes). L'exploitant a procédé à un contrôle des émissions de COV en 2024.</p>



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmo / peinture (prog de surveillance et PGS)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit veiller à se conformer aux dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 en effectuant chaque année un contrôle de ses émissions atmosphériques. L'exploitant présentera à l'Inspection les dispositions prises pour respecter la fréquence de contrôle annuelle. S'il se trouvait de nouveau en difficulté pour faire réaliser ces contrôles réglementaires, l'exploitant doit en informer l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Rejets atmo / peinture (VLE)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmo / peinture (VLE)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Seuils de consommation et valeurs limites d'émission Activité : 8 / Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles (5) (autres que l'impression sérigraphique en rotative), de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an  Consommation annuelle de solvants comprise entre 5 et 15 tonnes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels : 100 mg / Nm<sup>3</sup> (application et séchage)</li> <li>• Valeurs limites d'émission diffuse : 25 %</li> </ul> Consommation annuelle de solvants supérieure à 15 tonnes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels : 50 mg / Nm<sup>3</sup> (séchage) ; 75 mg / Nm<sup>3</sup> (application)</li> <li>• Valeurs limites d'émission diffuse : 20 %</li> </ul>
<b>Constats :</b> Après analyse du rapport établi suite au contrôle 2024 des émissions de COV, l'équipe d'inspection n'est pas en mesure de définir si les émissions sont conformes ou non à la réglementation, estimant que les mesures ne sont pas représentatives de l'activité. Ce point est développé dans un rapport distinct propre à l'action nationale 2024 sur les émissions de COV.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmo / peinture (VLE)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Afin que les mesures réalisées soient représentatives de l'activité des installations, l'exploitant doit revoir et définir, avec son organisme de contrôles, les conditions de réalisation des mesures des émissions de COV dans les rejets atmosphériques. Suite à ce travail, l'exploitant informera l'Inspection des conditions retenues préalablement à la réalisation de la prochaine campagne de surveillance des émissions atmosphériques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : Installation de traitements de surfaces\_Surveillance des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 44 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 :</u> L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.  <u>Article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :</u> [...] III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...]
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas fait contrôler les émissions atmosphériques de son installation de traitements de surfaces contrairement aux dispositions de l'article 44 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019. Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il pensait que si les résultats du premier contrôle réalisé suite à la mise en fonctionnement des installations étaient conformes à la réglementation, il était exempté de réaliser un contrôle annuel. L'équipe d'inspection a rappelé que ce type d'exemption n'était pas prévu par les textes.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Afin de se conformer aux dispositions de l'article 44 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, l'exploitant doit faire procéder au contrôle des émissions atmosphériques de la ligne de traitements de surfaces pour l'année 2024 et veiller à réaliser ce contrôle chaque année.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 7 : Nomenclature\_Rubrique 1978

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques 1978 et 2663
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</li> <li>2. Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</li> <li>3. Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</li> </ol> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques 1978 et 2663
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas déclaré au Préfet que ses installations relèvent de la rubrique 1978.</p> <p>Par courriel en date du 23 juin 2024 et au cours de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il envisageait d'augmenter son niveau d'activité, portant sa consommation de solvants de 15 à 25 tonnes par an. L'équipe d'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il lui fallait informer le Préfet et non l'Inspection et que cette information devait, en application des dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, prendre la forme d'un dossier présentant les évolutions des installations et leurs impacts sur l'environnement et les risques.</p> <p>En l'espèce, le courriel du 23 juin 2024 ne répond pas aux exigences de l'article R.181-46 du Code de l'environnement. L'Inspection rappelle que l'exploitant doit informer le Préfet avant toute modification de son activité et de ses installations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> En application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant doit déclarer au Préfet que ses installations relèvent de la rubrique 1978. Il doit pour cela préciser l'alinéa duquel relève ses installations ainsi que la quantité maximale de solvants organiques susceptible d'être consommés dans les installations. <b>S'il devait être constaté à l'échéance fixée que l'exploitant n'a pas rempli ses obligation réglementaires, l'Inspection proposera au Préfet de mettre l'exploitant en demeure de les respecter.</b></p> <p>Pour toute demande de modifications des installations, qu'il s'agisse d'une modification physique, d'un agrandissement, de l'introduction de nouvelles substances dangereuses, etc., l'exploitant doit préalablement informer le Préfet selon les dispositions prévues par l'article R.181-46 du Code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/1996, article 71.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre dans le local de stockage peintures
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> En zones de dangers, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisation, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/1996, article 71.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre dans le local de stockage peintures
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection a constaté le jour de la visite que les fûts stockés dans le local peinture étaient mis à la terre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Déclaration annuelle des émissions via GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions via GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 4 :</u> I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; [...] Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils. II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. [...] --- <u>Annexe I :</u> a) Etablissements exerçant une des activités listées ci-dessous : - installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; [...]  <b>Constats :</b> Préalablement à la visite, l'équipe d'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas procédé à sa déclaration GERE. Aucune donnée concernant la quantité de déchets dangereux produites ou les émissions de COV n'est disponible. La DREAL avait déjà relancé l'exploitant par courriel en date du 15 mars 2024. Au cours de la rédaction du rapport, l'inspecteur a constaté que l'exploitant n'avait toujours pas procédé à sa déclaration.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions via GERP
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> En application de l'article 4 de l'arrêté du 31 janvier 2008, l'exploitant doit procéder dans les plus brefs délais à sa déclaration GERP.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois